

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société VENATOR PIGMENTS FRANCE
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008
pour son établissement à COMINES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n°2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008, autorisant la société Holliday Pigments à augmenter ses capacités de production de pigment minéraux à Comines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le donner acte du 27 avril 2018 concernant le changement de dénomination sociale de la société Holliday Pigments devenue VENATOR PIGMENTS FRANCE ;

Vu le rapport du 20 janvier 2025 de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du 20 janvier 2025 et réceptionné le 24 janvier 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 31 janvier 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors du contrôle des rejets du 7 novembre 2024 réalisé par un laboratoire agréé diligenté par l'Inspection sur les cheminées Briques, Inox et Sulfox, les dépassements suivants ont été constatés sur la cheminée Briques pour les poussières (concentration et flux) et le SO₂ (concentration et flux) :

Poussières totales								
Concentration (mg/m ³ , sur sec)	Non	5,1	2,7	2,6	3,3	5,0		Non
Flux (kg/h)	N/A	0,98	0,49	0,44	0,62	0,08		Non
Durée des essais (min)		120	120	120				
Dioxyde de soufre : SO ₂								
Concentration (mg/m ³ , sur sec)	Non	779	467	538	595	800		Non
Flux (kg/h)	N/A	141	86,2	90,0	106	24,0		Non
Durée des essais (min)		120	120	120				

2. ces manquements constituent des non-conformités aux articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 susvisé qui précisent :

« Article 3.2.4

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs sauf pour les fours de séchage ou de déshydratation)
- à une teneur en O₂ éventuellement précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n°1 à 3
Concentration en O ₂ de référence	/
Poussières	1
SO _x exprimés en SO ₂	300
NO _x en équivalent NO ₂	500
COVNM	110

Les conduits 1 à 3 correspondent aux cheminées Brique, Inox et Sulfox

Article 3.2.5

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3
Flux	kg/h	kg/h	kg/h
Poussières	0,07	0,08	0,06
SO2	19,5	24	18
NOx en équivalent NO2	32,5	40	30
COVNM	7,2	9	7

Les conduits 1 à 3 correspondent aux cheminées Brique, Inox et Sulfox. »

3. qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la SOCIÉTÉ VENATOR PIGMENTS FRANCE de se conformer aux prescriptions qui lui sont applicables ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société VENATOR PIGMENTS FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 203 route de Wervicq à 59660 COMINES est une installation de production de pigments minéraux situé à la même adresse est mise en demeure de respecter :

- les articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté pour le conduit n°2 (cheminées Briques) ;
- sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant définit et étudie les mesures permettant de réduire ses émissions aux cheminées, notamment par une réduction des émissions à la source et la mise en place d'un système de traitement ;
- sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant précise les mesures qu'il retient ainsi que leur calendrier de mise en œuvre.

Article 2

La mise en demeure définie à l'article 1 est considérée comme respectée si après le délai fixé à ce même article, pour une période de six mois, le respect des articles 3.2.4 et 3.2.5 est vérifié.

Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de COMINES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts de France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de COMINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **16 AVR 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO